

Questions orales

se reconnaître une certaine responsabilité dans la dépollution de l'environnement au lieu de la rejeter entièrement sur les industries, surtout au moment où le secteur minier est aussi incertain de son avenir et où la mise au point de techniques nouvelles est bien loin à l'horizon?

L'hon. William Rompkey (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, il est bien dit dans le rapport que cela peut exiger des investissements. Je pense également que la détermination du gouvernement du Canada n'est pas en doute. Mon collègue le ministre de l'Environnement a déclaré publiquement que nous sommes bien décidés à obtenir une réduction de 50 p. 100 d'ici 1994. Tel est l'objectif qu'il a défini. Je suis d'accord là-dessus et j'entends prêter mon concours à la réalisation de cet objectif. Le rapport est une analyse. C'est un premier pas important. Il faut maintenant perfectionner la technologie dans un double but. Le premier est la protection de l'environnement et la réduction des rejets. Le second, est tout aussi important: c'est l'efficacité et l'équilibre du secteur minier lui-même. Je pense que le député sera d'accord là-dessus, sachant d'où il vient et ce qui l'intéresse. Je tiens à ne pas perdre de vue ces deux objectifs. Le côté gouvernemental n'entend rien ménager pour favoriser la réalisation de ces deux objectifs.

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE RENCONTRE LES
REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur le Président, personne ne conteste ces deux objectifs. Cependant, au lieu de prendre arbitrairement, avec les ministres provinciaux de nouvelles décisions et de nous engager à nouveau à réduire les rejets de bioxyde de soufre et autres particules nocives en suspension dans l'air, est-ce que le ministre va s'engager auprès des industries à protéger les sociétés minières contre les décisions arbitraires qui ont déjà été prises?

L'hon. William Rompkey (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, nous avons déjà discuté de cette question avec eux, et en profondeur. Ils ont vraiment participé à l'élaboration de ce rapport, ont des idées tout à fait arrêtées à son sujet, et sont d'accord avec les conclusions du rapport. Je dois voir mon collègue, le ministre des Mines, mercredi. J'entends aborder cette question avec lui. Le gouvernement du Canada, les provinces et les sociétés devront essayer de la résoudre ensemble.

Pour ce qui est de consulter les industriels j'ai mon comité consultatif à moi. J'ai déjà reçu en audience les représentants de l'Association minière du Canada, que je dois recevoir à nouveau mercredi soir. Nous sommes déterminés à réaliser notre objectif après les avoir consultés.

VIA RAIL

ON DEMANDE DE RÉTABLIR RAPIDEMENT LE SERVICE ENTRE
EDMONTON ET VANCOUVER

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports si je parviens toutefois à attirer son attention. Le ministre a dit que le service VIA Rail ne serait pas rétabli entre Edmonton et Vancouver sans la participation des provinces. Peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement fédéral ne croit pas avoir la responsabilité juridique, constitutionnelle et morale de rétablir ce service le plus rapidement possible?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député d'Edmonton-Strathcona a fait, dans sa question, deux affirmations fausses. Je n'ai jamais dit que les provinces devraient participer au rétablissement de la ligne. J'ai seulement dit que ce rétablissement profitant surtout à l'économie et au tourisme, il serait utile que les municipalités et les provinces y participent sur le plan économique. Il s'agira notamment pour elles de s'occuper de la commercialisation, des installations touristiques connexes ou que sais-je encore afin de montrer qu'elles désirent sérieusement développer l'économie de leur région. Nous sommes bien prêts à assurer ce service ferroviaire du moment que les provinces manifestent clairement leur désir de participer au programme d'expansion du tourisme et de l'économie. Voilà ce que nous avons proposé et non pas ce que prétend le député.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur le Président, vous voyez pourquoi nous avons en face de nous une bande de dinosaures, un gouvernement complètement dépassé. Il a dépensé 780 millions pour essayer de sauver le siège du ministre alors qu'il a supprimé le transport ferroviaire entre la plus grande ville de l'Ouest et Edmonton. Le gouvernement a commis là un acte totalement immoral. J'invite le ministre à nous dire la vérité au lieu de nous servir des salades de ce genre.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, je ne vois pas qui pourrait, mieux que le député, nous parler des dinosaures étant donné qu'il en voit un chaque matin dans le miroir. Le fait est . . .

M. le Président: La parole est au député de Kingston et les îles.